

QUEL AVENIR POUR LE DJIHADISME ?

Al-Qaïda et Daech après le califat

Marc HECKER

Élie TENENBAUM

Janvier 2019

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Cette note a été réalisée dans le cadre de l'observatoire des conflits futurs.



ISBN : 978-2-36567-967-1

© Tous droits réservés, Ifri, 2019

Comment citer cette publication :

Marc Hecker et Élie Tenenbaum, « Quel avenir pour le djihadisme ? Al-Qaïda et Daech après le califat », *Focus stratégique*, n° 87, Ifri, janvier 2019.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Focus stratégique

Les questions de sécurité exigent une approche intégrée, qui prenne en compte à la fois les aspects régionaux et globaux, les dynamiques technologiques et militaires mais aussi médiatiques et humaines, ou encore la dimension nouvelle acquise par le terrorisme ou la stabilisation post-conflit. Dans cette perspective, le Centre des études de sécurité se propose, par la collection **Focus stratégique**, d'éclairer par des perspectives renouvelées toutes les problématiques actuelles de la sécurité.

Associant les chercheurs du centre des études de sécurité de l'Ifri et des experts extérieurs, **Focus stratégique** fait alterner travaux généralistes et analyses plus spécialisées, réalisées en particulier par l'équipe du Laboratoire de Recherche sur la Défense (LRD).

Auteurs

Marc Hecker est directeur des publications de l'Ifri et rédacteur en chef de la revue *Politique étrangère*. Il est également chercheur au centre des études de sécurité de l'Ifri et enseigne à Sciences Po. Il est l'auteur de *War 2.0. Irregular Warfare in the Information Age* (Praeger, 2009 avec Thomas Rid) et *Intifada française ? De l'importance du conflit israélo-palestinien* (Ellipses, 2012).

Élie Tenenbaum est chercheur au centre des études de sécurité de l'Ifri et coordonnateur du LRD. Il a publié de nombreux articles d'histoire et de stratégie sur les guérillas, le terrorisme et la contre-insurrection. Il est l'auteur de *Partisans et Centurions. Une histoire de la guerre irrégulière au XX^e siècle* (Perrin, 2018).

Comité de rédaction

Rédacteur en chef : Élie Tenenbaum

Assistante d'édition : Laetitia Doncieux

Résumé

Le proto-État érigé par Daech en Irak et en Syrie s'est effondré sous les coups de boutoirs de ses adversaires. Avec la perte de son sanctuaire, la capacité de cette organisation terroriste à planifier et réaliser des attentats dans les pays occidentaux a considérablement baissé. Pourtant, Daech est encore loin d'être vaincu. Plus largement, la mouvance djihadiste reste très active au Levant et au-delà. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, elle a montré non seulement sa capacité de résilience mais également de régénération, de diversification et d'innovation. Cette étude à vocation prospective analyse les grandes tendances qui structureront la mouvance djihadiste dans les prochaines années. Elle présente un panorama général de l'état des forces sur les différents fronts où opèrent des groupes armés et passe en revue leurs modes opératoires.

Abstract

The Islamic state's territorial grasp in Iraq and Syria has now receded under the assault of its various opponents. With the loss of its sanctuary, ISIS' ability to plan and carry out terrorist attacks in Western countries has greatly diminished. Yet, the group is far from being defeated. More generally, the jihadist movement remains very active in the Levant and throughout the world. Since the 9/11 attacks, it has shown not only its resilience but also its capacity to regenerate and innovate. This report, which has a prospective aim, analyses the global and local trends that will shape jihadism in the years to come. It presents a general picture of the status of forces in the different fronts where the armed forces are operating and reviews their operating procedures.

Sommaire

INTRODUCTION	9
SIX DYNAMIQUES DU DJIHAD GLOBAL	11
Une menace durable.....	11
Une mouvance djihadiste divisée.....	12
Un djihadisme plus territorialisé ?	13
Un débat sur les priorités stratégiques.....	13
La variable islamiste.....	14
La dialectique provocation/sur-réaction	15
LES FRONTS DU DJIHAD.....	17
Le territoire national	17
Le Levant.....	19
La bande sahélo-saharienne.....	22
L’Afrique du Nord	25
Le Khorasan	30
Les autres fronts.....	32
LES MODES D’ACTION DJIHADISTES.....	37
Internet et le cyber-terrorisme	37
Le terrorisme, de l’arme blanche au NRBC.....	38
De la guérilla à la guerre hybride	42
CONCLUSION	47

Introduction

Depuis la mi-2016, la mouvance djihadiste a enchaîné une série de revers. En avril 2016, al-Qaïda dans la péninsule arabique a dû se retirer de la seule capitale régionale qu'elle contrôlait au Yémen, le port de Moukalla dans l'Hadramaout. En décembre de la même année, Daech a dû abandonner le port de Syrte en Libye. Au Levant, l'organisation s'est successivement retirée de Ramadi, Falloujah, avant de céder, après neuf mois de combats, ses capitales de Mossoul, en juillet 2017, puis Raqqa en octobre de la même année. En d'autres termes, la mouvance djihadiste peine à créer des implantations territoriales durables dans le monde musulman.

Les capacités de frappe de cette mouvance dans les pays occidentaux semblent également s'émousser. Depuis l'été 2016, la France n'a plus connu d'attentat majeur. Il y a bien eu des attaques sporadiques mais elles n'ont fait qu'un nombre limité de victimes. Entre janvier 2015 et juillet 2016, 238 personnes ont perdu la vie sur le territoire national du fait d'attaques terroristes. D'août 2016 à la fin 2018, le terrorisme a fait 13 victimes supplémentaires. D'autres pays de l'Union européenne (UE) ont été visés pendant cette période mais seules deux attaques ont fait plus de 10 morts (Manchester en mai 2017 et Barcelone en août 2017). En 2018, l'attentat le plus létal sur le sol européen a été celui du marché de Noël de Strasbourg (5 morts).

Ces deux éléments – perte de sanctuaires dans le monde musulman et moindre capacité à frapper dans les pays occidentaux – peuvent donner aux adversaires des djihadistes un sentiment de victoire, d'ailleurs entretenu par certains hommes politiques. En décembre 2017, le Premier ministre irakien, Haider al-Abadi, a annoncé la « victoire finale » et la « fin de la guerre contre Daech ». Le mois suivant, dans son discours sur l'état de l'Union, Donald Trump a déclaré : « L'an dernier, j'avais promis que nous travaillerions avec nos alliés pour éradiquer Daech de la surface de la Terre. Un an plus tard, je suis fier de dire que la coalition contre Daech a libéré presque 100 % du territoire détenu par ces tueurs en Syrie et en Irak.¹ »

1. « President Donald J. Trump's State of the Union Address », La Maison-Blanche, 30 janvier 2018.

Si la mouvance djihadiste paraît bel et bien affaiblie après ces différents revers, crier victoire est largement prématuré. Le ministère américain de la Défense estime par exemple qu'à la mi-2018, Daech conserve entre 15 500 et 17 100 combattants en Irak². De manière plus générale, tout indique que la menace djihadiste est solidement implantée et que l'affaiblissement actuel correspond à une phase de reconfiguration, comme il y en a déjà eu par le passé. Cette note à visée prospective se propose de dégager les dynamiques globales et locales qui pourraient structurer cette mouvance au cours des prochaines années. La question des modes opératoires sera ensuite étudiée plus spécifiquement.

2. Lead Inspector General, Report to the US Congress. Operation Inherent Resolve and Operation Pacific Eagle – Philippines. April 1 2018 – June 30, 2018, juillet 2018, p. 3.

Six dynamiques du djihad global

Nul ne sait quelle forme prendra précisément la nébuleuse djihadiste dans dix ans. Il est toutefois possible de dégager six grandes dynamiques déjà à l'œuvre et qui devraient persister au cours de la prochaine décennie.

Une menace durable

Près de vingt ans après le 11 septembre 2001 et quarante ans après les débuts de la « guerre sainte » en Afghanistan, le djihadisme ne semble pas être amené à disparaître de sitôt. En 2017, deux *think tanks* américains ont co-publié un rapport signé par 20 spécialistes du terrorisme³. Ces derniers identifiaient plusieurs raisons pour lesquelles le djihadisme devrait perdurer encore de nombreuses années : la cohérence et la constance de l'idéologie djihadiste, son attractivité pour des individus ou des communautés en rupture de ban avec la société, les institutions ou un certain ordre international, la fragilité des États au Moyen-Orient et en Afrique, la persistance de multiples zones de conflits peu ou mal gouvernées, la poursuite des interventions occidentales dans le monde musulman, l'incapacité de la plupart des pays du monde musulman à répondre aux besoins des jeunes générations, et la facilité d'accès aux nouvelles technologies qui accroissent les capacités de mobilisation transnationale.

La littérature sur la radicalisation distingue fréquemment les facteurs de répulsion et d'attraction (*push and pull factors*) permettant d'expliquer l'engagement dans une trajectoire djihadiste⁴. Elle distingue aussi les niveaux d'analyse micro (individu), méso (groupe) et macro (société)⁵. Il y a peu de chances qu'en une décennie, ces facteurs changent fondamentalement. Toutefois, un facteur d'attraction majeur a pour l'instant disparu : avec l'effondrement du califat proclamé par Abou Bakr al-Baghdadi, la rhétorique

3. R. Wright, J. M. Berger, *et. al.*, *The Jihadi Threat: ISIS, al-Qaeda, and Beyond*, United States Institute of Peace/Wilson Center, 2017.

4. Voir par exemple R. Borum, « Radicalization into Violent Extremism II: A Review of Conceptual Models and Empirical Research », *Journal of Strategic Studies*, vol. 4, n° 4, 2011-2012, p. 37-62.

5. Voir par exemple B. Doosje, F. M. Moghaddam, *et. al.*, « Terrorism, Radicalization and Deradicalization », *Current Opinion in Psychology*, n° 11, 2016, p. 79-84.

utopique de Daech – ressort essentiel de la propagande en 2014-2015 – a aujourd’hui une portée bien plus faible⁶.

Une mouvance djihadiste divisée

La deuxième dynamique a trait à l’opposition entre Daech et al-Qaïda, et à la relation aux groupes djihadistes locaux. Depuis 2013, la mouvance djihadiste s’est clairement polarisée autour de ces deux organisations, entraînant tantôt un affaiblissement, tantôt une émulation compétitive⁷. Leur opposition portait notamment sur la mise en œuvre du projet califal et sur le rapport aux populations locales. La proclamation du califat par Daech – dont al-Qaïda a d’emblée contesté la validité – a d’abord créé un élan favorable à l’État islamique. Puis, dans un deuxième temps, la stratégie du fait accompli brutal de Daech s’est retournée contre le groupe en lui attirant de nombreux ennemis. Al-Qaïda a davantage évolué sous les écrans radar, en s’alliant à des groupes locaux et en jetant parfois le trouble sur les liens effectifs entre le commandement central d’Ayman al-Zawahiri et les filiales locales. Aujourd’hui, les experts sont divisés sur la force réelle d’al-Qaïda. Certains estiment que l’organisation est en déclin⁸, d’autres pensent au contraire qu’elle est en train de se renforcer⁹.

Quoi qu’il en soit, plus de quatre ans après la proclamation du califat de l’été 2014, il semble que le schisme au sein du monde djihadiste est amené à perdurer au cours de la décennie à venir¹⁰. Il ne devrait cependant pas constituer un frein absolu au développement des groupes djihadistes. Des reconfigurations difficiles à anticiper sont envisageables. Il n’est pas impossible, par exemple, que des combattants de Daech rejoignent al-Qaïda et que des allégeances se dénouent ou se renouent. Certains groupes peuvent changer de nom et de nouvelles organisations peuvent émerger. Des structures focalisées sur l’« ennemi proche » peuvent s’internationaliser et chercher à frapper l’« ennemi lointain ». Par ailleurs, des allégeances multiples et parfois concurrentes – difficiles à comprendre de l’extérieur – peuvent voir le jour au niveau local, en particulier dans des sociétés tribales¹¹.

6. Sur la rhétorique utopique de Daech, voir C. Winter, *Documenting the Virtual Caliphate*, Quilliam Foundation, 2015.

7. D. Thomas, « État islamique vs. al-Qaïda : autopsie d’une lutte fratricide », *Politique étrangère*, Ifri, vol. 81, n° 1, mars 2016, p. 95-106.

8. D. Byman, « Judging al-Qaïda’s Record, Part 1 and 2 », *Lawfare*, 27 et 29 juin 2017.

9. K. Zimmerman, « Al Qaeda’s Strengthening in the Shadows », Statement before the House Committee on Homeland Security Subcommittee on Counterterrorism and Intelligence, 13 juillet 2017. Voir aussi B. Hoffman, « Al Qaeda’s Resurrection », Expert Brief, Council on Foreign Relations, 6 mars 2018.

10. H. Hassan, « Two Houses Divided: How Conflict in Syria Shaped the Future of Jihadism », *CTC Sentinel*, vol. 11, n° 9, p. 1-8.

11. N. Israël, *La terre de l’insolence. Une anthropologie des conflits*, Paris, Les Belles Lettres, 2018.

Un djihadisme plus territorialisé ?

Il est apparu clairement au cours des dernières années que la communauté internationale n'est pas prête à tolérer la présence d'un proto-État djihadiste susceptible de servir de sanctuaire à des groupes terroristes transnationaux. Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) en a fait l'expérience au Mali et Daech en zone syro-irakienne. Si les groupes djihadistes retiennent cette leçon, ils devraient opter pour d'autres formes de territorialisation. Deux modèles pourraient voir le jour. D'une part, l'émirat local – à l'image des Talibans afghans entre 1996 et 2001 – qui entretiendrait des liens discrets avec la mouvance djihadiste globale mais sans pour autant s'en revendiquer et prendre à son compte, du moins initialement, ses objectifs internationaux.

D'autre part, le modèle « semi-territorial ». Cette expression a été employée dans le cas d'al-Shebaab après ses replis de 2016¹². Elle désigne une forme souple et semi-clandestine de contrôle territorial, juste assez suffisante pour collecter des fonds, recruter et empêcher l'État de se réimplanter. On pourrait objecter que cette « semi-territorialité » correspond à une phase classique de guerre révolutionnaire. Elle s'en différencie toutefois par son caractère durable. Dans cette logique, les djihadistes ne chercheraient pas à sortir de leur semi-clandestinité, au risque de provoquer des adversaires trop puissants.

Un débat sur les priorités stratégiques

La question de la nature et de la hiérarchie des ennemis continuera probablement à diviser la mouvance djihadiste. La distinction entre « ennemi lointain » (l'Occident) et « ennemi proche » (les gouvernements de pays musulmans alliés des Occidentaux) est une classification relativement ancienne¹³. Elle avait d'abord trait au théâtre à privilégier : il s'agissait de savoir s'il valait mieux essayer de renverser les régimes du monde arabe ou s'il fallait directement s'attaquer aux États-Unis et à leurs alliés. Après les attentats du 11 septembre 2001, avec l'arrivée massive de troupes américaines en Afghanistan puis en Irak, l'ennemi lointain est arrivé en nombre sur les terres de l'ennemi proche.

Des dissensions sont alors apparues au sein même d'al-Qaïda sur la hiérarchie des cibles. En 2005, Zawahiri a ainsi reproché au chef de la filiale irakienne, Abou Moussab al-Zarkaoui, d'avoir déclenché trop tôt le combat contre les chiïtes à un moment où les Américains devaient constituer la cible

12. S.J. Hansen, « Has Shabaab Been Weakened for Good? The Answer Is Yes and No », *The Conversation*, 17 octobre 2016.

13. S. Lacroix, « Ayman al-Zawahiri, le Vétéran Du Jihad », in G. Kepel et J.-P. Milelli (dir.), *Al-Qaïda dans le texte*, Paris, PUF, 2008, p. 233.

prioritaire¹⁴. Plus récemment, en Syrie, Zawahiri s'est opposé à Abou Mohammed al-Jolani, l'émir de Jabhat al-Nosra en Syrie, lorsque ce groupe, après avoir noué des alliances avec des groupes locaux et changé de nom (Jabhat Fateh al-Sham puis Hayat Tahrir al-Sham), a fini par rompre avec al-Qaïda. Une des raisons principales de la rupture est que Jolani souhaitait se concentrer sur des enjeux locaux, tandis que le chef d'al-Qaïda voulait continuer à mettre l'accent sur l'ennemi lointain et le djihad global¹⁵. En avril 2017, Zawahiri a diffusé un message dans lequel il mettait en garde contre les dérives nationalistes, une accusation très grave dans la sphère djihadiste.

La variable islamiste

Une autre dynamique globale à suivre au cours des prochaines années a trait à l'évolution de l'islamisme au sens large. Deux points doivent être distingués. D'une part, l'évolution des interactions entre djihadistes et islamistes. Ces deux mouvances se sont vertement critiquées – et parfois affrontées – au fil des années¹⁶. L'hypothèse la plus probable est qu'elles demeurent adverses. Toutefois, des rapprochements ne peuvent être exclus. Par exemple, peu de temps avant sa mort, Oussama Ben Laden paraissait entrevoir une ouverture des Frères musulmans à l'égard des djihadistes¹⁷. Dans certains pays arabes – comme l'Égypte – les Frères musulmans sont considérés par le pouvoir comme des terroristes. Plusieurs centaines d'entre eux ont été condamnées à mort. Une telle répression pourrait pousser les Frères musulmans à se radicaliser et, peut-être, à nouer des alliances avec les djihadistes.

D'autre part, quand bien même l'islamisme « classique » resterait clairement distinct de la sphère djihadiste, la question de son degré de dangerosité continuerait à se poser. L'islamisme paraît de prime abord moins dangereux que le djihadisme, dans la mesure où il n'implique pas nécessairement le recours à la violence. Dans la logique de groupes comme les Frères musulmans, la prise de pouvoir se fait sur le long terme par l'acquisition progressive du soutien de la population. Le maillage territorial de ces organisations passe par l'établissement de services sociaux, l'éducation et la prédication¹⁸.

14. Lettre de Zawahiri à Zarkaoui reproduite in G. Kepel et J.-P. Milelli (dir.), *Al-Qaïda dans le texte*, *op. cit.*

15. C. Lister, « How al-Qaida Lost Control of its Syrian Affiliate: The Inside Story », *CTC Sentinel*, vol. 11, n° 2, février 2018.

16. T. Joscelyn, « Al Qaeda Blames Islamists for Failure of Arab Uprisings », *Long War Journal*, 26 janvier 2018.

17. T. Joscelyn, « Osama Bin Laden on the Muslim Brotherhood », *Threat Matrix*, 10 mai 2012.

18. B. Mendelsohn, « The Future of al-Qaeda: Lessons from the Muslim Brotherhood », *Survival*, n° 2, 2018, p. 161.

Certains auteurs voient au contraire dans l'islamisme un danger peut-être plus grand encore que le djihadisme. Fethi Benslama estime par exemple que l'islamisme subordonne le « politique au religieux au point d'aspirer à l'y faire disparaître¹⁹ ». Au sujet des Frères musulmans, il affirme qu'ils sont « la traduction dans une organisation de la théorie de "l'idéal islamique blessé", à restaurer, à venger²⁰ ». Garder de telles considérations à l'esprit est important car la lutte contre le terrorisme peut impliquer des alliances avec des groupes islamistes opposés aux djihadistes. De telles alliances peuvent être judicieuses à court terme mais leur opportunité à plus long terme pose question.

La dialectique provocation/sur-réaction

Les groupes djihadistes ont recours au terrorisme car ils sont faibles. S'ils étaient plus forts, ils n'opteraient pas pour des stratégies indirectes. Daech constitue, à cet égard, un contre-exemple. Grisés par leurs premières victoires, ses dirigeants ont probablement péché par aveuglement idéologique et par orgueil. William McCants a démontré la manière dont les prophéties eschatologiques permettaient aux combattants de l'État islamique de se croire capables de battre n'importe quel ennemi²¹. La réalité du rapport de force a néanmoins fini par anéantir le projet califal de Daech et les prophéties eschatologiques ne se sont pas réalisées.

Si les groupes djihadistes retiennent la leçon de l'échec du califat d'Abou Bakr al-Baghdadi, ils devraient en revenir à une logique terroriste plus classique, alternant les « petites » attaques régulières et, sporadiquement, des attentats plus spectaculaires et meurtriers. L'objectif de cette stratégie est d'user l'adversaire et de le pousser à la sur-réaction. La sur-réaction peut avoir des visées extérieures : il s'agit par exemple d'attirer les pays occidentaux sur des théâtres d'opérations qu'ils connaissent mal, où ils s'exposeront à des pertes humaines, des coûts financiers élevés et à l'opprobre internationale. Elle peut aussi avoir des finalités internes : en suscitant par exemple l'adoption de politiques répressives peu ou mal ciblées, en visant la communauté musulmane dans l'idée de structurer progressivement le combat autour d'une opposition binaire entre l'*oumma* et les mécréants. La sur-réaction est le piège dans lequel les terroristes essaient de nous faire tomber.

19. F. Benslama, *Un furieux désir de sacrifice. Le surmusulman*, Paris, Seuil, 2016, p. 69.

20. *Ibid.*, p. 96.

21. W. McCants, *The ISIS Apocalypse: The History, Strategy and Doomsday Vision of the Islamic State*, New York, St Martin's Press, 2015, p. 104.

Les fronts du djihad

Afin de se représenter la réalité de la menace djihadiste, il convient de croiser les grandes tendances globales de cette mouvance, avec les dynamiques locales qui permettent aujourd'hui l'implantation de branches combattantes dans un grand nombre de régions du monde. On compte en effet en 2018 plus d'une soixantaine de pays où une activité djihadiste a été recensée²². S'il ne saurait être ici question de toutes les passer en revue, on pourra néanmoins brièvement aborder les aires régionales où les intérêts français sont les plus concernés.

Le territoire national

La France est le pays d'Europe qui a été le plus touché par le phénomène des filières syro-irakiennes et celui où les attentats de Daech ont été les plus meurtriers. La menace djihadiste semble aujourd'hui décroître mais le calme apparent pourrait être trompeur. Il y a certes eu moins d'attaques et moins de victimes au cours des deux dernières années mais de nombreux attentats ont été déjoués (vingt en 2017 et une dizaine de janvier à décembre 2018, selon les chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur).

Sur le sol français, les terroristes sont considérés comme des criminels. Les acteurs en première ligne de la lutte antiterroriste ne sont donc pas les armées mais la police (ou la gendarmerie), la justice et les services de renseignement. Les terroristes arrêtés sont jugés par le tribunal correctionnel ou par la cour d'assises spécialement composée. De 2014 à la fin 2017, 238 individus ont été jugés pour des faits de terrorisme en France, dont 83 revenaient de zone syro-irakienne²³. Notons que les « revenants » ont été moins nombreux que ce que l'on pouvait craindre au début de la bataille de Mossoul. En tout, environ 350 individus sont revenus en France depuis le début du conflit syrien en 2011 mais seuls 64 adultes et 45 enfants sont rentrés au cours des trois dernières années²⁴.

Les peines infligées se sont alourdies au cours des dernières années mais elles dépassent rarement 10 ans. Pour les « revenants », la peine moyenne se situe aux alentours de 7 ans. Pour les « velléitaires », c'est-à-

22. *Terrorism Situation and Trend Report*, 2018.

23. « La justice pénale face au djihadisme. Le traitement judiciaire des filières syro-irakiennes », Centre d'analyse du terrorisme, 25 mai 2018.

24. M. Suc, « Djihad : pourquoi les "revenants" ne reviennent pas », *Mediapart*, 23 septembre 2018.

dire les personnes qui ont voulu rejoindre un groupe djihadiste mais n'ont pas réussi à le faire, la peine moyenne avoisine 4 ans et demi. Cela signifie que nombre de djihadistes sont déjà sortis de prison ou s'apprentent à le faire. À la mi-2018, 143 personnes étaient incarcérées après avoir été reconnues coupables de terrorisme. Sur ces 143 individus, 80 % seront libérables d'ici la fin 2022²⁵. En outre, plusieurs centaines de prévenus ou d'accusés pour des faits de terrorisme se trouvent actuellement en détention provisoire. En tout, le nombre de « TIS » – acronyme utilisé par l'administration pénitentiaire pour désigner les « terroristes islamistes » – dépasse les 500.

Si la récidive en matière de terrorisme semble être moins fréquente que pour d'autres types de criminalité, il n'en demeure pas moins que plusieurs cas ont déjà pu être observés en France²⁶. La récidive terroriste a pris trois formes. Premièrement, des personnes condamnées pour terrorisme ont tenté de partir sur une terre de djihad après leur libération. Deuxièmement, des individus incarcérés ont tenté d'attaquer le personnel pénitentiaire. Troisièmement, des attentats ont été commis sur le sol français par d'anciens condamnés pour terrorisme. Deux cas sont particulièrement connus : d'une part Chérif Kouachi, condamné en 2008 dans le cadre de la filière des Buttes Chaumont, et co-auteur en 2015 de la tuerie de *Charlie Hebdo* ; d'autre part Larossi Abballa, condamné en 2013 pour avoir voulu se rendre en Afghanistan et auteur de l'attentat de Magnanville en 2016.

La question de la prise en charge et du suivi des « sortants » de prison sera donc cruciale au cours des prochaines années. Le terme « déradicalisation » n'est plus guère employé par les spécialistes qui lui préfèrent celui de « désengagement », objectif plus modeste puisqu'il ne vise pas à faire renoncer des individus à leurs idées radicales mais à s'assurer qu'ils abandonnent la violence. À cet égard, après l'expérimentation du programme RIVE (Recherche et intervention sur les violences extrémistes) de la fin 2016 à l'été 2018, un nouveau Programme d'accompagnement individualisé pour la réaffiliation sociale (PAIRS) est en train de se déployer à Paris et Marseille. L'équipe encadrante est composée d'éducateurs spécialisés, de travailleurs sociaux, de chargés d'insertion, de psychologues et de médiateurs interculturels. PAIRS fonctionne sous la forme de *mentoring* avec un accompagnement pouvant aller jusqu'à 20 heures par semaine. Des solutions d'hébergement et une aide à la réinsertion professionnelle peuvent être fournies. Si ce programme semble prometteur, il convient d'être prudent : aucun système de désengagement n'est infaillible, certains individus pris en charge peuvent masquer leurs intentions réelles (*taqiya*) et les résultats ne

25. Plan d'action contre le terrorisme présent par le Premier ministre, 13 juillet 2018, p. 21.

26. D. Malet et R. Hayes, « Foreign Fighter Returnees: An Indefinite Threat? », *Terrorism and Political Violence*, juillet 2018.

pourront être appréciés que sur le long terme. Un suivi par les services de renseignement est donc nécessaire, parallèlement aux efforts de désengagement.

Les récidivistes potentiels ne sont qu'une des catégories à surveiller. Au cours des dernières années, la menace terroriste présente en France a pris différentes formes, de l'adolescent inspiré par les vidéos de l'État islamique passant à l'acte avec des moyens rudimentaires à l'envoi de commandos entraînés en zone de guerre et prêts à se sacrifier. Des hypothèses d'escalade des violences pouvant aller jusqu'aux affrontements intercommunautaires, l'insurrection voire la guerre civile ont été émises mais ne se sont pas vérifiées²⁷. À court terme, le spectre des menaces semble s'être quelque peu réduit avec l'effondrement du proto-État de Daech au Levant. À l'heure actuelle, la mouvance djihadiste ne dispose plus de sanctuaire aussi proche du territoire national et ses capacités de projection paraissent réduites. Il faut toutefois rester vigilant pour au moins deux raisons. D'une part, il est possible que des commandos formés en zone syro-irakienne aient réussi à survivre aux défaites successives de Daech et cherchent à rentrer clandestinement en Europe. D'autre part, la mouvance djihadiste est présente sur d'autres territoires qui pourraient servir de base-arrière à des actions visant la France.

Le Levant

Le théâtre levantin (Liban, Syrie, Irak) demeure aujourd'hui l'un des hauts lieux du djihadisme, tant par sa portée idéologique et religieuse (place du « Sham » dans l'eschatologie djihadiste, proximité des lieux saints) que par l'héritage historique immédiat des djihads qui s'y sont déroulés. Malgré les succès remportés par les forces anti-djihadistes (l'Irak et la coalition arabo-occidentale, le régime de Damas et ses soutiens russes et iraniens, ainsi que les différentes forces kurdes), de nombreux indicateurs attestent de la durabilité de l'activité djihadiste dans la zone.

L'organisation État islamique a amplement démontré sa capacité à survivre à la chute du « califat physique » après les batailles de Mossoul et Raqqa. Selon le Pentagone, Daech conservait environ 14 000 combattants à la mi-2018 en Syrie et aux alentours 15 000 en Irak²⁸. Ces estimations semblent étonnamment élevées compte tenu de l'attrition subie par l'État islamique depuis 2015. Mais l'on sait depuis longtemps qu'il est bien difficile

27. Voir par exemple l'audition de Patrick Calvar à l'Assemblée nationale (commission de la défense nationale et des forces armées) le 10 mai 2016. Le Directeur général de la sécurité intérieure y évoque une confrontation à venir entre l'extrême droite et les communautés musulmanes.

28. Lead Inspector General, Report to the US Congress. Operation Inherent Resolve and Operation Pacific Eagle – Philippines. April 1 2018 – June 30, 2018, juillet 2018, p. 9.

de mesurer précisément les effectifs des mouvements insurrectionnels²⁹ et que le volume indiqué ne reflète pas nécessairement sa dangerosité réelle³⁰. Quoi qu'il en soit, nombre d'observateurs ont pu constater que Daech n'a pas disparu du Levant³¹. Dans son discours du 21 mai 2016, le porte-parole de Daech, Abou Mohammed al-Adnani, avait envisagé l'hypothèse de la perte de Mossoul, de Raqqa et de toutes les villes tenues par l'État islamique. Une telle situation ne serait pas synonyme de défaite, avait-il assuré, appelant ses fidèles à poursuivre la lutte³².

Par-delà le réduit syrien à proximité d'Abou Kamal – reconquise à la fin novembre 2018 – le long des rives de l'Euphrate, régulièrement pilonné par les frappes de la coalition, Daech est parvenu à entretenir une vaste zone de soutien et d'activité, notamment en Irak où il a pu en moins d'un an amorcer une discrète remontée en puissance : réorganisation du commandement avec la création de nouvelles *wilayas*, diversification des revenus au moyen de kidnappings et de trafics de produits pharmaceutiques, et enfin retour à des tactiques de guérilla et d'attentats suicides³³. Sur les 10 premiers mois de 2018, Daech a conduit 1 271 attaques en Irak³⁴. Le nombre d'attaques par mois est en nette baisse par rapport à 2017 mais des différences substantielles existent selon les zones. Dans l'Anbar, le nombre d'attaques mensuelles de Daech est passé de 60 en 2017 à 9 en 2018. En revanche, dans les régions de Kirkuk, Bagdad et Diyala, le nombre moyen d'attaques mensuelles est plus élevé et avoisine la trentaine. Dans le nord-est du pays, le massif de Hamrin, à cheval sur les provinces de Kirkuk, Salah ad-Din et Diyala, l'État Islamique aurait établi un réseau de caves et de tunnels lui permettant d'entretenir ses relais d'influence et de conduire des opérations³⁵. Enfin, de façon plus structurelle, il apparaît que la défaite militaire de Daech ne s'est pas nécessairement accompagnée d'une défaite idéologique : une étude conduite par le chercheur franco-américain Scott Atran en 2017 auprès de jeunes hommes arabes sunnites de la région de Mossoul indiquait ainsi que ces derniers continuaient à adhérer à un certain nombre de valeurs promues

29. D. Gartenstein-Ross, « How Many Fighters Does the Islamic State Really Have? », *War on the Rocks*, 9 février 2015.

30. G. D. Johnsen, « The Two Faces of Qaeda in the Arabian Peninsula », *War on the Rocks*, 11 octobre 2018.

31. Voir par exemple, H. Sallon, « L'Irak n'en a pas fini avec le groupe État islamique », *Le Monde*, 18 août 2018.

32. P. Kamolnick, « Abu Muhammad al-Adnani's May 21, 2016 Speech », *Small Wars Journal*, mai 2016.

33. B. Wallace et J. Cafarella, « ISIS's Second Resurgence », *Institute for the Study of War*, 2 octobre 2018, disponible à l'adresse: iswresearch.blogspot.com.

34. M. Knights, « The Islamic State Inside Iraq: Losing Power or Preserving Strength? », *CTC Sentinel*, décembre 2018.

35. D. H. Flood, « From Caliphate to Caves: The Islamic State's Asymmetric War in Northern Iraq », *CTC Sentinel*, vol. 11, n° 8, septembre 2018, p. 30-34.

par l'organisation terroriste, ouvrant ainsi la voie à une remontée en puissance si la mobilisation anti-Daech locale et internationale venait à fléchir³⁶.

Al-Qaïda est aujourd'hui surtout présente en Syrie. Le groupe est apparu en 2012 sous le nom de Jabhat al-Nosra en Syrie. En 2013, Abou Bakr al-Baghdadi a révélé que ce groupe était une émanation de l'État islamique d'Irak et annoncé la réunification des deux entités sous la bannière de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). L'émir de Jabhat al-Nosra, Abou Mohammed al-Jolani, a refusé cette décision. Le chef d'al-Qaïda, Zawahiri, a été amené à trancher ce différend. Il a décidé que l'État islamique d'Irak devait cantonner son action à l'Irak et que Jabhat al-Nosra serait la branche officielle d'al-Qaïda en Syrie. Abou Bakr al-Baghdadi s'est alors confronté à Zawahiri. Une guerre fratricide a éclaté entre les djihadistes de l'EIIL – qui allait devenir l'EI en 2014 – et ceux de Jabhat al-Nosra, restés fidèles à al-Qaïda. Dans un premier temps, l'EIIL a enchaîné les victoires et les conquêtes. La prise de Mossoul puis l'annonce de la restauration du califat par Abou Bakr al-Baghdadi ont renvoyé Jabhat al-Nosra à l'arrière-plan. Toutefois, dans un second temps, Daech a reculé face à la pression cumulée de ses divers ennemis et Jabhat al-Nosra a paru reprendre de la vigueur.

En juillet 2016, al-Jolani a annoncé la transformation de Jabhat al-Nosra en Jabhat Fateh al-Sham et précisé que le nouveau groupe n'aurait plus de liens externes³⁷. Un débat a alors divisé les spécialistes entre ceux qui pensaient qu'il s'agissait d'une ruse permettant à Jabhat al-Nosra de « passer sous les écrans radar » de l'antiterrorisme et ceux qui estimaient qu'une rupture avait bien eu lieu entre al-Qaïda et son affilié syrien. En janvier 2017, Jabhat Fateh al-Sham s'est allié à des groupes locaux (Jabhat Ansar al-Din, Jaysh al-Sunna, Liwa al-Haqq et Harakat Nour al-Din al-Zenki) pour constituer Hayat Tahrir al-Sham. Cette alliance se trouve, à la fin de l'année 2018, au cœur des événements à Idlib, où elle s'oppose à la coalition pro-turque du Front de libération nationale (Jabhat al-Watanyia lil-Tahrir).

Au fil du temps, il est apparu que la rupture avec al-Qaïda était bien réelle. L'évolution des articles écrits par Charles Lister, un des meilleurs observateurs de la mouvance djihadiste en Syrie, l'illustre. En mars 2017, il a publié un texte intitulé « Al Qaeda Is Starting to Swallow the Syrian Opposition³⁸ » puis, moins d'un an plus tard, une autre analyse intitulée

36. S. Atran *et al.*, « The Islamic State's Lingering Legacy among Young Men from the Mosul Area », *CTC Sentinel*, vol. 11, n° 4, avril 2018, p. 15-34.

37. S. G. Jones, C. Vallee et M. B. Markusen, « Al Qaeda's Struggling Campaign in Syria », CSIS transnational threat project, avril 2018.

38. C. Lister, « Al Qaeda Is Starting to Swallow the Syrian Opposition », *Foreign Policy*, 15 mars 2017.

« How al-Qaeda Lost Control of Its Syrian Affiliate³⁹ ». Les transformations successives de Jabhat al-Nosra ne sont pas qu'un simple changement de « marque » (*rebranding*) mais elles illustrent un recentrage sur des enjeux locaux au détriment de l'approche transnationale d'al-Qaïda. Toutefois, la plus grande prudence reste de mise. En effet, Hayat Tahrir al-Sham n'en reste pas moins un groupe djihadiste et, au gré des circonstances, il pourrait être à nouveau tenté – à l'avenir – par le djihad global. Début 2018, un groupe fidèle à al-Qaïda, Tanzim Hurras al-Din a par ailleurs fait son apparition. Il compterait 2 000 à 3 000 combattants en Syrie⁴⁰.

Le retrait du contingent américain en Syrie annoncé brutalement par le président Trump en décembre 2018 ne manquera pas d'avoir des conséquences sur l'évolution de la menace djihadiste dans la région, ainsi que l'ont indiqué James Mattis, secrétaire à la Défense et Brett McGurk, envoyé spécial pour la lutte contre Daech, qui ont tous les deux démissionné en signe de protestation⁴¹. L'impact du retrait américain se fera sentir non seulement sur la lutte contre Daech, mais plus généralement sur la capacité des Occidentaux à surveiller et entraver la mouvance djihadiste au Levant. Suivant le modèle d'Afrin, début 2018, ce retrait au détriment des forces kurdes – que soutenaient jusqu'à présent les Occidentaux – annonce en parallèle la montée en puissance des groupes soutenus par la Turquie dont certains entretiendraient des liens étroits avec les djihadistes. En face, les différentes composantes de « l'arc chiite » semblent aujourd'hui l'emporter. Le dynamisme du djihadisme dans la région dépendra beaucoup de l'attitude des vainqueurs et de leur capacité à offrir des perspectives satisfaisantes aux populations sunnites. Faute d'un tel pacte social interconfessionnel, il y a fort à parier que l'attractivité du discours djihadiste permettra à la mouvance de renaître une fois de plus de ses cendres.

La bande sahélo-saharienne

Lorsque la France a déclenché l'opération Serval au Mali en janvier 2013, la mouvance djihadiste d'Afrique du Nord et du Sahel était en pleine ascension. Elle contrôlait le nord du Mali et semblait vouloir s'étendre au sud. Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) avait su s'allier à des acteurs locaux, en particulier les Touaregs d'Ansar Dine et le Mouvement pour

39. C. Lister, « How al-Qaida Lost Control of Its Syrian Affiliate: The Inside Story », *CTC Sentinel*, vol. 11, n° 2, février 2018.

40. T. R. Hamming et P. van Ostaeyen, « The True Story of Al Qaeda Demise and Resurgence in Syria », *Lawfare*, 8 avril 2018.

41. R. Callimachi et R. Schmitt, « Splitting with Trump over Syria, American Leading ISIS Fight Steps Down », *The New York Times*, 22 décembre 2018.

l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO)⁴². Serval a porté un très rude coup aux djihadistes qui ont perdu leur sanctuaire du nord-Mali et ont subi des centaines de pertes y compris des chefs importants à l'instar d'Abou Zaïd⁴³.

Malgré les efforts déployés par la France, ses alliés locaux et la communauté internationale, la mouvance djihadiste n'a pourtant pas pu être éradiquée. La mouvance djihadiste s'est largement restructurée, attestant de la même dynamique d'enracinement local qu'au Levant : alors que les Algériens formaient encore en 2012 les principaux cadres djihadistes au Sahel, on assiste depuis lors à une montée en puissance de figures autochtones, bien insérées dans les réseaux d'alliances locales. De nouveaux groupes sont ainsi apparus comme la katiba Macina en janvier 2015 au centre-Mali, l'État islamique dans le grand Sahara en mai 2015, scission de l'ancien MUJAO s'étant déclarée fidèle au califat, et Ansarul Islam en décembre 2016. En mars 2017, la katiba Macina, Ansar Dine, al-Mourabitoune et l'Émirat du Sahara d'al-Qaïda au Maghreb islamique se sont regroupés au sein d'une nouvelle alliance, Jamaat Nusrah al-Islam wal-Muslimin ou « Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans » sous la direction du leader touareg Iyad Ag Ghali. Enfin, en septembre 2018, une cellule liée à al-Qaïda a fait son apparition à l'est du Burkina Faso, dans une région frontalière du nord du Bénin et du Togo.

Dans le nord du Mali, les djihadistes sont durablement implantés. Leurs relations étroites avec les autres acteurs (groupes armés signataires des accords d'Alger), ainsi que l'ambiguïté, sinon la tolérance *de facto* de certains États voisins à leur égard, leur assurent une place relativement pérenne dans l'économie de la violence qui caractérise cette zone – alimentée entre autres par les nombreux trafics⁴⁴. Cette assise leur permet de conduire une guérilla soutenue qui inflige des pertes régulières à ses adversaires. En 2017, l'armée malienne a ainsi perdu environ 250 militaires. La MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) paie aussi un lourd tribut : 170 casques bleus sont morts depuis sa création en 2013.

Par-delà leurs activités dans le nord du Mali, les djihadistes sahéliens ont également prouvé leur capacité à projeter des commandos terroristes en zone urbaine (Bamako, Ouagadougou, N'Djamena) ou dans des complexes

42. A. d'Evry, « L'opération Serval à l'épreuve du doute : vrais succès et fausses leçons », *Focus stratégique*, n° 59, Ifri, juillet 2015.

43. P. Gros, J.-J. Patry et N. Vilboux, « Serval, bilan et perspectives », note n° 16/13, *Fondation pour la recherche stratégique*, juin 2013.

44. International Crisis Group, *Narcotrafic, violence et politique au nord du Mali*, Rapport Afrique n° 267, 13 décembre 2018.

touristiques (Grand-Bassam). L'instabilité grandissante depuis 2015 au sud de la boucle du Niger est une tendance particulièrement inquiétante. Dans cette région transfrontalière (centre du Mali, nord du Burkina Faso et ouest du Niger), les djihadistes ont su miser sur l'insatisfaction des populations peules. Cette dynamique communautaire, profite un peu partout d'une tendance à la « milicianisation » (groupes armés touaregs et maures au nord-Mali, milices peules, dogons et bambaras au centre, kogleowogo au Burkina, etc.), tantôt accompagnée, tantôt subie par des gouvernements incapables d'assurer la sécurité. L'effacement de l'État et les violences intercommunautaires qui découlent de ces dynamiques ne peuvent que profiter aux djihadistes, seuls à proposer un pacte social – aussi brutal soit-il – et à offrir un projet politique, social et religieux alternatif.

Dans les provinces de Mopti et Ségou, au centre du Mali où la katiba Macina fondée par l'ancien prêcheur peul Amadou Koufa a permis de mettre en œuvre une véritable dynamique insurrectionnelle fondée sur la prise en main des populations et le contrôle effectif de larges pans du pays. Son action serait en grande partie responsable des 1 200 tués dans ces deux régions depuis 2016 ainsi que des dizaines de milliers de déplacés et réfugiés internes. En ciblant systématiquement les relais du pouvoir – forces de sécurité, juges, maires, et plus singulièrement, les écoles – les djihadistes peuvent ainsi développer un système de gouvernance parallèle fondé sur un système fiscal, judiciaire et éducatif prescrit par la charia⁴⁵.

Ce modèle s'est étendu à la province du Soum au Burkina Faso, où sévit depuis 2017 le mouvement Ansaroul Islam créé par Malam Dicko, lui aussi ancien prêcheur peul influencé par Koufa qu'il a côtoyé en 2012. Comme au Macina, des centaines d'écoles ont fermé et le tribunal de grande instance du chef-lieu n'est plus en mesure de fonctionner⁴⁶. Plus récemment, l'est du pays a également fait l'objet d'un certain nombre d'attaques aux explosifs improvisés, faisant redouter à certains une nouvelle poussée vers le sud, en direction du Bénin. Si la mort de Dicko en mai 2017, et celle, probable, de Koufa en novembre 2018, lors d'une opération de la force Barkhane, ont permis de désorganiser ces mouvements, les insurrections se sont vite adaptées – Malam Dicko a par exemple été rapidement remplacé par son frère Jafar.

45. International Crisis Group, *Mali central : la fabrique d'une insurrection ?*, Rapport Afrique n° 238, 6 juillet 2016 ; R. Carayol, F. Geel et A. Rabecq, *Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme*, Rapport d'enquête de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme et de l'Association malienne des droits de l'Homme, novembre 2018.

46. S. Douce, « Au Burkina Faso, les forces de sécurité démunies face aux djihadistes », *Le Monde*, 4 décembre 2018.

De manière plus structurelle, on observe au Sahel des tendances socio-économiques inquiétantes, susceptibles de jouer à moyen terme en faveur de la mouvance djihadiste. Tout d'abord, les tendances démographiques sont spectaculaires : en 2010, les cinq pays du Sahel totalisaient un peu plus de 60 millions d'habitants ; ils seront vraisemblablement 116 millions en 2030 et 198 millions en 2050⁴⁷. Le Niger représentera à lui seul 40 % du croît démographique de la zone. Cette explosion démographique engendre une forte pression sur les ressources aquatiques et agraires – un phénomène accéléré par le changement climatique⁴⁸ – qui débouche sur des conflits entre éleveurs et agriculteurs. Ces conflits peuvent prendre une dimension ethnique ou communautaire. Fuyant les espaces ruraux trop denses, les jeunes cohortes rejoignent aujourd'hui massivement les centres urbains où l'économie défaillante des pays sahéliens est incapable de leur offrir un emploi. Déracinées par l'exode rural, dépitées par la corruption des élites et le manque de perspectives économiques, ces cohortes de déshérités formeront sans doute des cibles de choix pour le recrutement des djihadistes.

Dans ce contexte, les problèmes de gouvernance pourraient être exacerbés, l'attrait du pouvoir et les possibilités de prédation y étant associées pouvant se développer avec la raréfaction des ressources. Les groupes djihadistes qui, dans leur propagande, prétendent lutter contre les injustices et la corruption, pourraient bénéficier d'une telle situation. Le scénario noir serait celui du développement d'une insurrection transfrontalière. Plus probable est l'apparition de plusieurs foyers djihadistes – comme celui qui a émergé à l'est du Burkina Faso – qui ne parviendront pas à s'unifier.

L'Afrique du Nord

Au nord du Sahara, si l'évolution de la mouvance djihadiste semble à court terme être sous contrôle, elle mérite une attention accrue, compte tenu de son implantation historique dans la région et de la proximité géographique avec l'Europe. Si la Libye fait aujourd'hui fonction de plaque tournante de la mouvance djihadiste nord-africaine, il convient aussi de prendre en compte les dynamiques propres à l'Égypte d'une part et au Maghreb d'autre part.

Le pays le plus problématique dans cet espace est assurément la Libye où malgré le recul des principales forces djihadistes, l'instabilité politique

47. *World Population Prospects: 2017 Revision*, New York, Nations unies, 2017 ; S. Nguembock et A. Parant, *Les pays du G5 Sahel : perspectives démographiques et enjeux géopolitiques à l'horizon 2030*, Observatoire des enjeux géopolitiques de la démographie, Rapport n° 4, mars 2017.

48. Voir par exemple K. Nett et L. Rüttinger, *Insurgency, Terrorism and Organised Crime in a Warming Climate*, Berlin, Adelphi, 2016.

demeure, permettant une persistance des différents groupes de la mouvance. La situation politique est des plus confuses depuis le lancement en mai 2014 par le général Khalifa Haftar de l'opération Dignité contre la coalition éparse à tendance islamiste, alliée à l'ouest aux milices révolutionnaires de Misrata et à l'est à des forces djihadistes, plus ou moins proches d'al-Qaïda, à Derna, Benghazi et Ajdabiya. Profitant du chaos engendré par l'effondrement de l'équilibre fragile né de la révolution de 2011, un groupe affilié à l'État islamique s'empare en 2015 du port de Syrte et de ses environs, suscitant le retour de l'interventionnisme international. En mai 2016, les milices de Misrata, ralliées entre-temps à un gouvernement d'union nationale reconnu par l'ONU et appuyées militairement par l'US Air Force ainsi que les forces spéciales britanniques et italiennes, refoulent l'organisation terroriste et libèrent Syrte. Daech ne disparaît pourtant pas des alentours et maintient depuis lors une activité soutenue ainsi que l'indiquent les attentats de mai 2018 à Tripoli et Ajdabiya, ou la frappe américaine sur Beni Walid le 28 août⁴⁹.

Parallèlement au recul de Daech, l'armée nationale libyenne du général Haftar progresse en 2017 dans ses combats contre les Chouras de Moudjahidines de Benghazi et de Derna, accueillant toutes deux d'importantes figures du djihad international, liées notamment à Ansar al-Sharia, organisation affiliée à al-Qaïda⁵⁰. Avec l'annonce de la dissolution d'Ansar al-Sharia en mai 2017, la défaite des milices de Benghazi en décembre de la même année et de celles de Derna en mai 2018, la mouvance semble aujourd'hui traverser une passe difficile. Il ne faut pas pour autant en conclure à un déclin définitif : la dissolution des organisations ne doit pas masquer la persistance des individus et de l'idéologie, bien implantée dans le paysage libyen. Par ailleurs, un mouvement djihadiste est aujourd'hui sensible en direction du sud libyen, mal contrôlé par les acteurs littoraux, où les grandes étendues désertiques, la versatilité des alliances reposant sur les trafics et la proximité avec des alliés – notamment al-Qaïda au Maghreb islamique – pourrait leur permettre de se réorganiser⁵¹.

Le chaos libyen n'a pas manqué d'avoir des répercussions importantes sur ses voisins : l'Égypte à l'est, et la Tunisie à l'ouest. De par son poids historique, politique et démographique – 95 millions d'habitants, soit un quart du monde arabe – l'Égypte représente évidemment un tout autre enjeu pour la mouvance djihadiste globale. Depuis 2015, le désert occidental

49. B. Roggio et A. Gutowski, « US Airstrike Kills Islamic State Terrorist in Northern Libya », *Long War Journal*, 28 août 2018, accessible sur : www.longwarjournal.org.

50. H. Gråtrud and V.B. Skretting, « Ansar al-Sharia in Libya: An Enduring Threat », *Perspectives On Terrorism*, vol. 11, n° 1, 2017, p. 40-53 ; K. Truitte, « The Derna Mujahideen Shura Council: A Revolutionary Islamist Coalition in Libya », *Perspectives On Terrorism*, vol. 12, n° 3, 2018, p. 4-17.

51. A. McGregor, « Europe's True Southern Frontier: The General, the Jihadist, and the High-Stakes Contest for Libya's Fezzan Region », *CTC Sentinel*, vol. 11, n° 10, 27 novembre 2017.

égyptien a été le théâtre de près d'une dizaine d'attaques venant de groupes djihadistes connectés à la Libye au premier rang desquels Ansar al-Islam, associé à la mouvance al-Qaïda. Cette nouvelle organisation a revendiqué l'attentat de l'oasis d'al-Wahat al-Bahariya, qui a coûté la vie à 16 membres des forces de sécurité égyptiennes en octobre 2017⁵². Bénéficiant de relais au sein même des organes de sécurité – comme l'indique le parcours d'Hisham al-Hashmaoui, colonel égyptien ayant rallié Ansar al-Islam avant d'être capturé par les forces du général Haftar – le groupe pourrait présenter à terme une menace sérieuse pour le régime, s'il parvenait à s'ancrer dans la vallée du Nil et à s'associer à d'autres forces d'opposition armée émergentes comme Liwaa El Thawra ou encore le mouvement Hassm⁵³.

Mais dans l'immédiat c'est de l'autre côté du canal de Suez que le régime connaît la menace la plus pressante, sous la forme de la wilaya du Sinaï de l'État islamique (anciennement Ansar Bayt al-Maqdis). Avec près de 1 500 combattants selon le Département de la Défense américain, le groupe est aujourd'hui de très loin la plus puissante force djihadiste au nord de l'Afrique. Fort d'une indéniable compétence militaire, et financièrement alimentée par les trafics en tout genre qui sillonnent la péninsule, la wilaya Sinaï a jusqu'à présent su résister aux mesures antiterroristes brutales du régime du maréchal Sissi. Après s'être attaqué à Israël en 2014 puis aux forces de sécurité égyptiennes, le groupe semble avoir pris un tournant en 2017, peut-être sous l'influence de revenants de Syrie, en augmentant la pression sur des cibles civiles, comme l'indique l'attentat contre la mosquée soufie de Bin Abed qui fit plus de 300 victimes. Si cette stratégie se poursuit, elle risque néanmoins de remettre en cause le soutien dont jouissait jusqu'alors le groupe auprès de certaines tribus bédouines, depuis longtemps hostiles au Caire⁵⁴.

À l'ouest de la Libye, la Tunisie apparaît aujourd'hui comme l'un des maillons les plus fragiles de l'Afrique du Nord. Seul régime issu des « printemps arabes » à être parvenu à maintenir une forme démocratique, il est vite apparu comme l'une des cibles privilégiées de la mouvance djihadiste, et ce d'autant que le pays est devenu en 2012 le principal fournisseur de combattants étrangers au Levant (3 000 à 4 500 personnes⁵⁵) et en Libye (environ 1 000 combattants et leurs familles). En outre, 27 000 « velléitaires » auraient été empêchés de quitter le territoire

52. S. Raghavan, « Militant Threat Emerges in Egyptian Desert, Opening New Front in Terrorism Fight », *The Washington Post*, 14 mars 2018.

53. M. Horton, « Crossing the Canal: Why Egypt Faces a Creeping Insurgency », *CTC Sentinel*, vol. 10, n° 6, juin 2017, p. 26.

54. *Ibid.*; « Egypt's Expanding Jihadist Threat », International Crisis Group, 31 janvier 2018.

55. « Violence djihadiste en Tunisie : l'urgence d'une stratégie nationale », International Crisis Group, 22 juin 2016.

tunisien, ce qui donne une idée de la popularité de l'idéologie djihadiste dans le pays⁵⁶.

La frontière tuniso-libyenne est dans la ligne de mire des groupes djihadistes alors que les forces de sécurité tunisiennes cherchent à en renforcer autant que possible le contrôle. La spectaculaire tentative des réseaux tunisiens de Daech pour s'emparer de la ville frontière de Ben Guerdane en mars 2016 a démontré la prégnance de cette menace. Même si les revers des djihadistes en Libye éloignent quelque peu le spectre d'une nouvelle incursion majeure, la fragilité économique et sociale de cette région frontalière est une source d'inquiétude. Les mesures prises par le gouvernement tunisien au lendemain de l'attaque de Ben Guerdane pour « boucler » la frontière, notamment *via* la construction d'une barrière de sécurité longue de 200 kilomètres, ont en effet suscité le mécontentement des populations déshéritées dont les petits trafics frontaliers étaient la principale ressource financière. Faute d'une amélioration de leurs conditions de vie, une partie de ces populations pourrait être tentée par une « offre djihadiste », tant sur le plan idéologique qu'économique⁵⁷.

La Tunisie est également menacée sur son flanc ouest, dans la région de Kasserine, à proximité de la frontière algérienne, où sévit depuis 2013 la katiba Okba Ibn Nafaa affiliée à AQMI. Ayant élu domicile dans le massif du djebel Chaambi, l'organisation a défié pendant plus de deux ans les forces de sécurité tunisiennes, leur infligeant des pertes conséquentes (une quarantaine de morts et une soixantaine de blessés) au cours d'embuscades répétées. Si les mesures prises par les forces tunisiennes avec le soutien de la communauté internationale ont permis de réduire les capacités militaires de la katiba, cette dernière demeure une force de nuisance, affaiblie mais qui peut compter sur le soutien de certaines populations marginalisées de la région⁵⁸. Enfin, ici comme ailleurs, la bipolarité de la mouvance djihadiste s'est exprimée avec l'apparition fin 2014 d'une filiale locale de l'État islamique, le groupe Jund al-Khilafa qui s'est également installé dans les zones montagneuses de l'ouest du pays (djebels Mughila et Matmata). Avant tout le fruit de transfuges mécontents de la katiba Okba Ibn Nafaa, cette cellule ne paraît pas dans l'immédiat pouvoir menacer véritablement la sécurité du pays, ni même de la région. Les forces de sécurité tunisiennes portent régulièrement des coups à

56. A. Y. Zelin, « Tunisian Foreign Fighters in Iraq and Syria », *Policy Notes*, The Washington Institute for Near East Policy, 2018.

57. A. Boukhars, « The Potential Jihadi Windfall from the Militarization of Tunisia's Border Region with Libya », *CTC Sentinel*, vol. 11, n° 1, janvier 2018, p. 32-36.

58. M. Herbert, « The Insurgency in Tunisia's Western Borderlands », Carnegie Endowment for Peace and Security, 28 juin 2018.

Jund al-Khilafa. C'est ainsi que l'un de ses chefs, Chaouki Fakraoui, a été tué au printemps 2018.

Terre de djihad s'il en est dans les années 1990, l'Algérie semble aujourd'hui un front relativement calme de la guerre contre le terrorisme. Il est ainsi frappant de noter le nombre relativement faible, de l'ordre de quelques centaines, de ressortissants algériens ayant rejoint la zone syro-irakienne. Harcelé par les services de renseignement du régime, le noyau historique d'AQMI, descendant du GIA de la décennie noire, et toujours basé dans les reliefs de Kabylie, paraît de plus en plus isolé alors que les arrestations ou éliminations de ses cadres se sont multipliées au cours de ces dernières années. Les maquis djihadistes parviennent toutefois à maintenir une insécurité durable dans leur zone d'action au moyen d'embuscades et d'explosifs improvisés en bord de route⁵⁹. L'émir Abdelmalek Droukdel a aujourd'hui clairement fait le choix de donner la priorité aux développements sahélo-sahariens où, comme nous l'avons dit, les cadres locaux remplacent peu à peu les envoyés algériens. En Algérie aussi, un groupe nommé Jund al-Khilafa – lié à Daech – a fait son apparition en 2014 et revendiqué l'assassinat d'un otage français. Son chef, Abdelmalek Gouri, a été tué par l'armée algérienne il y a quatre ans et le groupe serait aujourd'hui très affaibli.

Par-delà les réseaux djihadistes *stricto sensu*, il importe aussi de prendre en considération le développement considérable depuis la fin des années 1990 d'un influent courant salafiste quiétiste algérien qui a été un temps coopté par le pouvoir pour réduire l'influence des opposants islamistes. Alors que les autorités s'inquiètent depuis quelque temps de l'influence de cette tendance et que les élites politiques peinent à se renouveler, le risque existe de voir ces réseaux religieux prendre une forme militante, éventuellement djihadiste, en cas de crise grave comme une vacance du pouvoir ou au contraire une intensification de la répression⁶⁰.

En ce qui concerne le Maroc enfin, si le pays a été jusqu'alors épargné par la vague de violence djihadiste, il ne faut pas perdre de vue l'importante présence de Marocains dans les rangs de Daech et d'al-Qaïda au Levant (autour de 1 600 volontaires) et dans plusieurs attentats commis en Europe (Espagne, France, Belgique). Comme en Algérie, l'efficacité de l'appareil sécuritaire marocain compte pour beaucoup dans la maîtrise du niveau de violence, mais le grand nombre d'arrestations et de réseaux démantelés (36 entre 2015 et 2017) indique la prégnance de la menace. En décembre 2018,

59. « Algerian Security », *Jane's Sentinel Security Assessment*, 18 octobre 2018.

60. D. Ghanem-Yazbeck, « State-Owned Islam in Algeria Faces Stiff Competition », Carnegie Endowment for Peace and Security, 13 mars 2018 ; A. Boukhars, « 'Quietist' and 'firebrand' Salafism in Algeria », FRIDE, *policy brief*, n° 211, novembre 2015.

deux touristes scandinaves ont été tuées au Maroc par une cellule terroriste ayant prêté allégeance à Daech. Le pays joue aussi un rôle de carrefour logistique important pour les trafics, et par voie de conséquence, permet aux réseaux djihadistes d'entretenir des liens entre le Maghreb, l'espace sahélo-saharien et l'Europe. Enfin, comme en Algérie, le succès du salafisme comporte des risques, pour l'instant maîtrisés, mais qui pourraient un jour avoir des effets déstabilisateurs.

Le Khorasan

Le Khorasan est le terme utilisé entre autres par les djihadistes pour désigner la région qui recouvre l'Afghanistan, le Pakistan, une partie de l'Iran et de l'Asie centrale. Cet espace a joué un rôle essentiel pour al-Qaïda. Cette organisation y trouve ses racines avec la création du « Bureau des services » par Oussama Ben Laden et Abdallah Azzam dans les années 1980. Cette structure avait pour objectif d'aider les combattants arabes à venir soutenir les moudjahidines afghans face à l'armée soviétique. Puis, à partir de 1996, alors que les Talibans avaient pris le pouvoir à Kaboul, c'est en Afghanistan qu'al-Qaïda installa ses camps d'entraînement et planifia les attentats du 11 Septembre. La France a fait partie de la coalition internationale qui est intervenue dans ce pays dès l'automne 2001. Elle y a perdu 90 militaires jusqu'au retrait complet de ses troupes et instructeurs fin 2014.

Le chef d'al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, est vraisemblablement toujours présent en zone afghano-pakistanaise. Il publie sporadiquement des vidéos de propagande dans lesquelles il appelle à poursuivre la lutte contre les Occidentaux et s'en prend parfois explicitement à la France. Son alliance avec les Talibans, et notamment la Choura de Quetta, désormais dirigée par le mollah Akhundzada, demeurent extrêmement étroites, notamment à travers le réseau de Sirajuddin Haqqani, premier adjoint d'Akhundzada et relais privilégié d'al-Qaïda auprès de l'insurrection afghane. Les Talibans ont aujourd'hui une influence importante dans 60 % des districts du pays et se positionnent d'ores et déjà pour peser sur l'élection présidentielle prévue en avril 2019⁶¹. À cet égard, le retrait annoncé par Donald Trump de 7 000 soldats américains, soit la moitié des effectifs de la mission *Resolute Support* dans le pays, ne manquera pas d'être pris comme un encouragement pour les insurgés.

Au-delà d'al-Qaïda, la présence de Daech dans cette région est bien documentée. Dans un livre publié à l'été 2018, le chercheur Antonio

61. J.-L. Racine, « Où va l'Afghanistan ? », *Politique étrangère*, Ifri, vol. 83, n° 4, décembre 2018, p. 103-116.

Giustozzi analyse la manière dont Daech a cherché à reproduire le modèle syro-irakien en Afghanistan, tout en conduisant dans d'autres parties du Khorasan (attaque contre le Parlement iranien, attentat contre des Occidentaux au Tadjikistan, etc.⁶²). Le califat établi par Abou Bakr al-Baghdadi se voulait mondial. Des *wilayas* (provinces) ont ainsi été créées en dehors du Moyen-Orient, de l'Afrique au Caucase. Le cas de la wilaya Khorasan montre que la volonté de Daech d'afficher une dimension mondiale n'était pas qu'un artifice de propagande. Des centaines de combattants afghans et pakistanais sont parties se battre en zone syro-irakienne (dont certains sont ensuite rentrés dans leur pays), des cadres arabes ont été envoyés en Afghanistan et des dizaines de millions de dollars ont été transférées du Golfe vers le Khorasan. La personnalité la plus importante de Daech au Khorasan était le représentant spécial d'Abou Bakr al-Baghdadi. Ce poste a été successivement occupé par Qari Wali Rahman, Abu Yasir al-Afghani et Abu Hamza al-Khorasani, trois personnalités qui ont en commun d'être nées en Afghanistan et d'avoir combattu en zone syro-irakienne.

Malgré ses efforts, Daech n'a pas réussi à répliquer le modèle levantin au Khorasan. La wilaya Khorasan est restée minée par les divisions et n'a pas pu créer une organisation centralisée capable d'imposer sa gouvernance sur un territoire. Toutefois, l'expérience afghane n'a pas pour autant été un échec. L'État islamique au Khorasan a attiré plusieurs milliers de membres – les estimations varient entre 1 000 et plus de 10 000⁶³ – et s'est imposé, au moins temporairement, comme un acteur important dans certaines provinces d'Afghanistan (Nangarhar, Ghazni, Helmand, Badakhchan, etc.). Giustozzi a terminé son étude au moment de la chute de Mossoul. Cette période difficile pour Daech ouvrait une période d'incertitude pour la wilaya Khorasan : les ordres et les financements pourraient-ils continuer à arriver de la zone syro-irakienne ? L'Afghanistan pourrait-il servir de zone de repli pour certains cadres de Daech-central ? Nous ne disposons pas des réponses à ces questions.

En revanche, nous pouvons constater que la situation sécuritaire s'est dégradée en Afghanistan et que Daech y revendique fréquemment des attaques. D'après la mission locale des Nations unies (UNAMA – Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan), le premier semestre de 2018 a été le plus meurtrier pour les civils afghans depuis une décennie⁶⁴. La moitié des victimes serait attribuable à Daech et environ 40 % aux Talibans. Daech et les Talibans sont opposés, ce qui constitue une différence

62. A. Giustozzi, *The Islamic State in Khorasan: Afghanistan, Pakistan and the New Central Asian Jihad*, Londres, Hurst, 2018.

63. Entretien avec un analyste afghan, novembre 2018.

64. « Highest recorded civilian deaths from conflict at mid-year term », 15 juillet 2018.

importante avec la période al-Qaïda. Giustozzi note qu'un éventuel accord de paix entre le gouvernement afghan et les Talibans donnerait probablement un coup d'accélérateur à Daech qui deviendrait ainsi le principal mouvement armé d'opposition. Face à la dégradation de la situation sécuritaire en Afghanistan, le Royaume-Uni a décidé d'envoyer des renforts. Il n'est pas impossible que la France soit amenée, un jour, à renvoyer des troupes dans ce pays.

Les autres fronts

En marge de ces principaux fronts importants pour la France, il convient de citer plus brièvement d'autres espaces d'implantation locale de la mouvance djihadiste qui permettent de compléter ce panorama. On citera ici la péninsule arabique et notamment le Yémen, la Corne de l'Afrique avec la Somalie, l'Afrique de l'Ouest avec en priorité le Nigeria, et enfin des théâtres plus éloignés comme l'Asie du Sud-Est.

Le Yémen est un pays où la mouvance djihadiste a une présence historique depuis les années 1990, formalisée en 2009 sous la tutelle de l'organisation al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) à laquelle il faut ajouter la création en 2014 d'une « province » de l'État islamique. Après avoir tiré pleinement profit du chaos de la guerre civile amorcée en 2015, lui permettant de profiter du vide institutionnel pour occuper une partie de la province orientale de l'Hadramaout dont le port de Mukalla, AQPA a dû reculer sous la pression militaire conjuguée des frappes américaines (273 frappes comptabilisées faisant au moins 1 300 morts⁶⁵) et des opérations au sol menées par les forces émiraties. Malgré son implantation solide dans le sud et l'est du pays, l'organisation doit aujourd'hui faire face à de sérieux problèmes de leadership et d'organisation interne, ainsi qu'à un déclin de ses relais auprès des populations locales, craignant d'attirer les frappes de drones et courtisées par des milices sponsorisées par les Émirats arabes unis. Elle compterait tout de même encore plusieurs milliers de combattants⁶⁶. Plus faible et n'ayant jamais contrôlé de territoire, l'État islamique au Yémen fait face aujourd'hui à des difficultés similaires dans son fief d'al-Bayda. Le groupe cherche aujourd'hui à démontrer sa compétence militaire en se distinguant dans la guerre contre les Houthis⁶⁷.

65. P. Bergen et D. Sterman, « Drone Strikes: Yemen », *America's Counterterrorism Wars Project*, disponible sur : www.newamerica.org.

66. G. Johnsen, « The Two Faces of Al Qaeda in the Arabian Peninsula », *War on the Rocks*, 11 octobre 2018.

67. E. Kendall, « Contemporary Jihadi Militancy in Yemen: How is the Threat Evolving? », Middle East Institute, juillet 2018.

Malgré ces éléments encourageants, la spécialiste britannique du Yémen, Elizabeth Kendall demeure prudente quant à l'évolution de la menace à moyen terme⁶⁸. Selon elle, les djihadistes seraient en train de se réorganiser. L'opposition entre al-Qaïda et Daech se serait réduite, au point de pouvoir imaginer certaines coopérations limitées. Par ailleurs, la fin des accords passés avec les tribus locales impliquant un profil plus discret dans les attaques internationales (pour éviter d'attirer des représailles) pourrait conduire AQPA à s'engager, comme par le passé, dans des projets d'attentats à l'étranger, et notamment dans les pays entretenant une coopération militaire avec les membres de la coalition, à l'instar des États-Unis et de la France.

De l'autre côté du détroit de Bab el-Mandeb, **la Somalie** est également un espace important dans la géographie du djihad global. Né sur les décombres des tribunaux islamiques, défaits par l'intervention éthiopienne de 2006, le mouvement Harakat al-Shabaab al-Mujahidin, est officiellement affilié à al-Qaïda depuis 2012. Après avoir étendu son influence sur une vaste partie du sud du pays, le mouvement a été à nouveau la cible d'une intervention militaire internationale sous l'action conjuguée de la force de l'ONU (AMISOM – Mission de l'Union africaine en Somalie) et de l'armée kenyane à partir de 2011 – suscitant en retour une vague d'attentats sans précédent au Kenya, culminant en 2015 avec l'attaque de l'université de Garissa qui coûta la vie à près de 150 étudiants.

Malgré les efforts de la communauté internationale pour aider le gouvernement somalien à reprendre pied dans son pays, l'intensification notable des frappes américaines sous la présidence Trump – 63 en moins de deux ans contre une trentaine sous les huit années d'Obama – et la pression entretenue par l'armée kenyane, les Shebaab sont parvenus à maintenir leur contrôle sur de vastes pans de territoire, s'étendant même jusque dans la région semi-indépendante du Puntland. Tirant parti des divisions claniques et des incessantes vendettas entre acteurs politiques et économiques, le groupe a aussi raffiné ses tactiques militaires – ainsi que l'a bien montré l'attaque complexe contre l'armée kenyane à Kulbiyow, en janvier 2017, impliquant un véhicule suicide, suivi d'un assaut de 150 fantassins appuyé au mortier, ou encore l'attentat du 14 octobre 2017 à Mogadiscio qui a fait 587 morts, peut-être le plus meurtrier de l'histoire de l'Afrique⁶⁹ – et a développé

68. *Ibid.*, p. 21.

69. H. Maruf, « Somalia Marks One Year After Deadliest Terrorist Attack », *Voice of America*, 14 octobre 2018.

son appareil de propagande en ligne, en faisant aujourd'hui l'un des groupes djihadistes les plus capables du continent⁷⁰.

Quelques milliers de kilomètres plus à l'est, **le Nigeria** a longtemps figuré en tête des inquiétudes de la communauté internationale vis-à-vis de l'Afrique de l'Ouest, alors que la *Jama'at Ahl as-Sunnah lid-Da'wah wa'l-Jihad*, plus connue en Occident sous le nom de Boko Haram, faisait régner la terreur sur la majeure partie de l'État du Borno. Parvenu à son extension maximale à l'été 2014, le groupe terroriste emmené par Abubakar Shekau a prêté allégeance à l'État islamique en 2015. Il étend alors son activité à toute la région du lac Tchad (Niger, Cameroun, Tchad) ce qui suscite la réactivation de la force multinationale mixte du bassin, emmenée par les forces tchadiennes qui refoulent l'organisation terroriste. Cette dernière est aussi minée par des dissensions internes qui éclatent au grand jour en août 2016 lorsque le porte-parole de Daech annonce que le commandement a été transféré à Abou Moussab al-Barnaoui, le fils de l'imam Mohammad Yusuf et mentor de Shekau. S'ensuit une scission entre les partisans de Barnaoui et ceux restés fidèles à Shekau⁷¹.

Actif dans la région du lac à la frontière avec le Niger, le groupe de Barnaoui ne compterait pas plus de 3 500 combattants (trois fois moins qu'à l'apogée du mouvement) : s'ils ont clairement perdu l'élan des années passées, les djihadistes restent dangereux comme l'illustrent des attaques régulières montées contre les forces nigérianes et nigériennes, soumettant ainsi les populations à la double peine du terrorisme et des mesures répressives (fermeture de la frontière notamment)⁷². Demeurée dans la forêt de Sambisa, près de la frontière camerounaise, la faction de Shekau est plus faible encore (autour du millier de fidèles) et semble réduite à de la rapine, ce qui ne l'empêche pas de parer son action de l'emblème du djihad.

En dehors du Moyen-Orient, de l'Asie centrale et de l'Afrique, la mouvance djihadiste est également présente sur des théâtres plus lointains comme **l'Asie du Sud-Est** où l'État islamique a fait une percée notable à partir de 2015, obtenant l'allégeance du groupe Abou Sayyaf, présent de longue date dans le sud de l'archipel des Philippines où la guérilla est parvenue à s'emparer pendant plusieurs semaines de la ville de Marawi. Tirant profit de l'afflux de volontaires asiatiques au Levant, Daech a aussi étendu ses réseaux en Malaisie et en Indonésie comme l'illustre l'attentat-

70. C. Anzalone « Black Banners in Somalia: The State of al-Shabaab's Territorial Insurgency and the Specter of the Islamic State », *CTC Sentinel*, vol. 11, n° 3, mars 2018, p. 12-20.

71. O. S. Mahmood et N. C. Ani, « Factional Dynamics within Boko Haram », Institute for Security Studies Research Report, July 2018; G. Magrin et M. A. Pérouse de Montclos (dir.), *Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Paris, AFD, avril 2018.

72. Pour un suivi des violences au Nigeria, voir le Nigeria Security Tracker du Council on Foreign Relations, disponible sur www.cfr.org et consulté le 20 décembre 2018.

suicide visant trois églises de Surabaya perpétré en mai 2018 par une famille de six personnes (dont trois enfants)⁷³.

73. K. E. Schulze, « The Surabaya Bombings and the Evolution of the Jihadi Threat in Indonesia », *CTC Sentinel*, vol. 11, n° 6, juin 2018, p. 1-6.

Les modes d'action djihadistes

Si l'on analyse la mouvance djihadiste sur le temps long, on ne peut être que frappé par la diversité de ses modes opératoires et sa capacité à innover pour prendre ses adversaires par surprise. La mouvance djihadiste a opéré comme un groupe terroriste, comme un mouvement de guérilla ou encore comme un proto-État. Dans certains cas, elle a atteint un tel niveau d'hybridité qu'elle a rendu caduques les distinctions classiques (État, guérilla, terrorisme) et que de nouveaux concepts sont apparus (« hyper-terrorisme », « menace hybride », « armée terroriste », etc.). Le djihadisme a banalisé l'usage de l'attentat-suicide, s'est intéressé aux armes de destruction massive⁷⁴, a innové dans l'utilisation d'internet, tant à des fins de propagande que de communication opérationnelle. Il a cherché à avoir un impact stratégique par des super-attentats meurtriers tout en multipliant les attaques rudimentaires *low cost*.

Le caractère global de la mouvance djihadiste a aussi pleinement profité de la mondialisation et de la démocratisation des technologies de l'information. En conséquence, les différents groupes djihadistes sont parvenus à s'adapter et diffuser leurs innovations beaucoup plus rapidement qu'auparavant. Ces dernières années ont été marquées par la circulation des modes d'action entre les théâtres, comme le démontre la diffusion des explosifs improvisés ou des attentats-suicides. À ce titre, les méthodes émergentes employées sur des théâtres tels que le Levant ou l'Afghanistan doivent être observées avec attention car elles pourraient bien annoncer les modes d'action qui marqueront d'autres espaces comme l'Afrique, voire le territoire national.

Internet et le cyber-terrorisme

L'histoire de l'utilisation d'internet par la mouvance djihadiste peut schématiquement être divisée en quatre phases.

- ▀ Le djihad 1.0 va du début des années 1990 au début des années 2000. Des sites web classiques diffusent les textes de base de l'idéologie djihadiste et des nouvelles des différents fronts.

74. R. Pita et J. Domingo, « Cooking Up Trouble », *CBRNE World*, printemps 2008, p. 12-16.

- Le djihad 2.0 va du début des années 2000 au début des années 2010. C'est la grande période des forums djihadistes, sur lesquels s'échangent toutes sortes d'informations.
- Le djihad 3.0 va du début de la guerre en Syrie à 2015. Les djihadistes migrent alors de forums relativement confidentiels vers des réseaux sociaux grand public. Ce changement leur permet d'atteindre une audience bien plus importante.
- Le djihad 4.0 correspond à la période actuelle. Du fait de la suppression massive des contenus extrémistes sur les réseaux sociaux, les djihadistes se sont repliés sur des applications chiffrées, tout en essayant régulièrement de refaire surface sur des plates-formes grand public⁷⁵.

Dès les premières phases de cette histoire, les djihadistes ont compris qu'ils pouvaient utiliser le web non seulement comme un vecteur de propagande mais aussi comme une plate-forme opérationnelle (diffusion de grandes orientations stratégiques, échange de conseils tactiques, recrutement, financement, etc.).

Le terme « cyber-terrorisme » n'a pas de définition consensuelle. Certains spécialistes y incluent les dimensions décrites précédemment mais d'autres ont une optique bien plus restreinte. Dans ce cas, le cyber-terrorisme est entendu comme l'utilisation de moyens cyber-offensifs à des fins de terrorisme. Des scénarios apocalyptiques ont été imaginés où des hackers-terroristes parviendraient à prendre le contrôle d'aéronefs, de trains, de centrales électriques, d'usines d'assainissement d'eau ou encore de barrages. En réalité, les cyberattaques perpétrées par la mouvance djihadiste ou ses sympathisants ont été, jusqu'à présent, peu sophistiquées. Il s'agit pour l'essentiel d'attaques par déni de service, comme celles qui ont pu être observées en France après les attentats de janvier 2015⁷⁶. Ceci étant, des progrès significatifs – ou le recours à des cyber-mercenaires – ne peuvent être exclus dans les prochaines années.

Le terrorisme, de l'arme blanche au NRBC

Depuis l'émergence de la mouvance djihadiste contemporaine, le terrorisme est apparu comme l'un des modes opératoires privilégiés. Connu depuis la fin du XIX^e siècle à travers les pratiques anarchistes de la « propagande par le fait », le terrorisme maximise l'effet politique et médiatique au regard des moyens employés par des attentats spectaculaires, destinés à frapper

75. L. Bindner et R. Gluck, « Wilayat Internet : la résilience de l'État islamique sur les réseaux sociaux », *Ultima Ratio*, 25 juillet 2017.

76. J. Lausson, « Charlie Hebdo : des sites français attaqués. L'ANSSI rappelle les règles à suivre », *Numerama*, 15 janvier 2015.

l'opinion publique et à provoquer les autorités. Sous l'influence de la mouvance djihadiste, cette tactique a pris un tour particulièrement brutal, porté par une idéologie millénariste de guerre totale contre ceux qu'elle considère comme « infidèles » (*kufir*) ou musulmans « apostats » (*murtad*).

De fait, la liste de cibles potentielles pour ces attaques a ainsi été grandement élargie. Les cibles à forte charge symbolique demeurent certes très attractives : les institutions étrangères (consulat américain à Benghazi en 2012, ambassade de France à Ouagadougou en 2018), les édifices religieux (églises coptes ou mosquées soufies en Égypte), les symboles de l'autorité (soldats de l'opération Sentinelle en France ou PC de la force conjointe du G5 Sahel à Sévaré), les lieux touristiques (Champs-Élysées à Paris en 2017, Ramblas à Barcelone en 2018) ou les infrastructures de transport (métro et aéroport de Bruxelles en 2016, aéroport d'Orly en 2017). Mais, face au durcissement des mesures de sécurité, les djihadistes ont aussi multiplié les actions contre les cibles dites « molles », victimes déterminées au hasard et pour cela difficiles à protéger par des mesures préventives. Depuis longtemps, les marchés étaient choisis en Irak et en Afghanistan comme lieux de prédilection. Cette tendance a gagné l'Europe (cafés à Paris, marché de Noël à Berlin, concert à Manchester, etc.).

En ce qui concerne les modes opératoires, ils se sont aussi considérablement étendus. On a beaucoup insisté sur la menace dite du « terrorisme projeté », jugée la plus sérieuse, impliquant une opération soigneusement planifiée – le cas échéant depuis un pays étranger – et mise en œuvre par un commando infiltré (*inghimasi*), à l'instar des attentats du 11 septembre 2001 ou du 13 novembre 2015. Un tel mode d'action implique cependant de pouvoir disposer d'une base logistique, d'une capacité de planification à froid, et de quelques moyens financiers qu'al-Qaïda a perdu après la chute des Talibans, de même que l'État islamique après les revers de l'année 2017. Par ailleurs, plus la complexité de l'opération est élevée, plus les risques d'échecs sont grands : problèmes techniques imprévus, difficultés d'accès, entraves ou interpellations par un service de sécurité suite à un passage de frontière, à l'acquisition de matériels suffisamment rares pour attirer l'attention ou encore à la fréquentation des milieux du crime organisé en vue de se procurer certains moyens, typiquement des armes de guerre.

Face à ces difficultés, les djihadistes ont tiré profit de la dynamique dite du « terrorisme inspiré », qui résulte en fait d'une projection idéologique et non logistique. Cette forme d'action, recommandée par les diverses publications en ligne d'al-Qaïda comme de Daech, fait appel à toutes les « bonnes volontés » d'aspirants djihadistes, jouant sur le principe du djihad comme obligation individuelle. Si le terme de « loup solitaire » a souvent été mis en avant par les médias, il ne faut pas voir la mise en œuvre finale par

un seul opérateur comme le résultat d'un processus isolé, l'étude des cas en France comme à l'étranger démontrant que « les trajectoires djihadistes sont le plus souvent, voire toujours, enracinées dans un parcours de groupe⁷⁷ ». Ceci est d'autant plus vrai que la mouvance djihadiste s'est attachée à appuyer le terrorisme inspiré *via* la mise en ligne de conseils pratiques et de manuels d'instruction permettant à l'opérateur d'agir en autonomie relative. Un suivi plus personnalisé a même parfois été mis en place *via* des chaînes de communication sécurisées donnant ainsi lieu à une forme de « terrorisme téléguidé » à mi-chemin entre l'inspiration et la projection⁷⁸.

Sur le plan des tactiques et des capacités employées, elles varient là aussi des plus rudimentaires aux plus élaborées, le degré de sophistication ne présageant pas systématiquement de la dangerosité ni du nombre de victimes ainsi que l'a démontré par exemple l'attentat de Nice en juillet 2016.

- Les tactiques rudimentaires que le magazine de Daech, *Rumiyah*, qualifiait cyniquement de « *Just Terror Tactics* », privilégient les armes par destination, à l'instar des attaques au couteau qui se sont multipliées dans les pays occidentaux, ainsi que les véhicules bélier, employés avec succès à Nice ou Berlin en 2016, à Londres, Stockholm et New York en 2017. D'autres moyens pourraient également être employés comme les attaques à l'acide sulfurique, pratique courante des « crimes d'honneur » en Asie du Sud. Ces tactiques « *low-tech* » se prêtent particulièrement à des profils de « terrorisme inspiré », agissant parfois de façon impulsive, et cherchant à minimiser les risques d'être repérés avant le déclenchement de l'opération du fait de l'absence d'éléments préparatoires matériels.
- Plus élaborés, les explosifs improvisés constituent une seconde gamme capacitaire employée par les terroristes à travers le monde. Ils impliquent davantage d'organisation et donc de préméditation que les tactiques rudimentaires, mais demeurent à la portée d'individus peu formés, ainsi que l'indiquait un article du magazine *Inspire*, intitulé « *Make a bomb in the kitchen of your mom* ». L'article expliquait comment synthétiser des explosifs à partir d'éléments disponibles dans le commerce (engrais, produits pharmaceutiques). Le peroxyde d'acétone (TATP) y est considéré comme l'un des explosifs primaires les plus faciles à réaliser. Ces mécanismes peuvent être accompagnés de produits inflammables de type combustibles liquides, bombonnes de gaz, etc.

77. B. Cazeau et S. Goy-Chavent, *Rapport de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'état pour faire face à l'évolution de la menace terroriste*, Paris, Sénat, 4 juillet 2018, p. 66.

78. B. Clifford, « 'Trucks, Knives, Bombs, Whatever': Exploring Pro-Islamic State Instructional Material on Telegram », *CTC Sentinel*, vol. 11, n° 5, mai 2018, p. 23.

- Sur les zones de conflit, les engins explosifs improvisés (IED) sont souvent réalisés à partir de munitions non explosées et reconditionnées. Depuis quelques années, on constate une généralisation des tactiques consistant à combiner les IED et les véhicules béliers (VBIED). Il existe aussi une grande variété dans les dispositifs de mise à feu (plaque de pression, interrupteur/filaire, téléphone mobile). Ces capacités devraient persister et continuer à se généraliser, sur le territoire comme sur les théâtres d'opérations extérieures⁷⁹.
- Si les modes opératoires rudimentaires et improvisés ont permis aux djihadistes de maintenir à moindre coût une activité terroriste malgré leurs revers militaires, ils n'ont pas renoncé aux attaques complexes : attentats simultanés ou successifs (sur-attentat) comme cela s'est vu en Irak et en Afghanistan, usage d'explosifs de qualité militaire, recours à des commandos *inghimasi*, bien formés, équipés d'armes de guerre et de ceintures d'explosifs sur le modèle des attentats de Bombay en 2008 ou de Paris le 13 novembre 2015. Ces tactiques sont courantes au Levant ou en Afghanistan et de plus en plus observées en Afrique de l'Ouest (Grand-Bassam, Ouagadougou, Sévaré, etc.). Plus difficiles à mettre en œuvre en Europe, elles constituent néanmoins un risque majeur compte tenu de leur dangerosité.
- Il faut enfin évoquer la question du risque du terrorisme NRBC (nucléaire, radiologique, biologique, chimique). Si le spectre du « terrorisme nucléaire⁸⁰ » a pu faire frémir au lendemain du 11 septembre 2001, il demeure extrêmement peu vraisemblable. La propagande de Daech n'en a pas moins su jouer sur les craintes occidentales, évoquant dans son magazine *Dabiq* un soi-disant projet d'acquérir une telle arme auprès du Pakistan⁸¹. Le risque radiologique est légèrement plus documenté : la cellule djihadiste belge responsable des attentats de Paris et Bruxelles en 2015 et 2016, semble par exemple avoir pensé à récupérer du matériel radioactif d'origine médicale avant de renoncer face à la difficulté⁸².
- En ce qui concerne la menace chimique en revanche, elle est nettement plus élevée compte tenu de l'usage régulier de telles armes en Syrie depuis 2013. Il s'est agi pour l'essentiel de charges relativement peu sophistiquées comme le chlore, et potentiellement l'ypérite. L'accès à des produits plus complexes comme les agents neurotoxiques de type sarin

79. M. F. Cancian, « Tactics, Techniques and Procedures of the Islamic State: Lessons for U.S. Forces », *Military Review*, mars-avril 2017, p. 52.

80. G. Allison, *Nuclear Terrorism: The Ultimate Preventable Catastrophe*, New York, Holt, 2004.

81. T. H. Tønnessen, « Islamic State and Technology – A Literature Review », *Perspectives On Terrorism*, vol. 11, n° 6, 2017, p. 101-111.

82. G. S. Jones, « ISIS and Dirty Bombs », RAND Corporation, 3 juin 2016 ; P. S. Falk, « The Dirty Bomb Threat », *Foreign Affairs*, 4 avril 2017.

exige en revanche des capacités de stockage et d'emploi au-delà des moyens de la plupart des djihadistes. Enfin, le risque biologique, longtemps sous-estimé, est réapparu suite à la révélation de deux projets d'attentat à la ricine, une substance naturelle fortement toxique et facilement synthétisable à partir de graines de ricin, déjoué en France en mai 2018, puis en Allemagne en août de la même année⁸³.

De la guérilla à la guerre hybride

Ainsi que l'a énoncé Gérard Chaliand « si la guérilla est l'arme du faible, le terrorisme est l'arme du plus faible encore⁸⁴ ». Sur le plan stratégique et opératif, la guérilla se distingue du terrorisme par la présence d'un commandement permanent exerçant sur une partie d'un territoire – au moins un maquis, une base clandestine – un contrôle tel qu'il leur permette de mener « des opérations militaires continues et concertées⁸⁵ ». Les djihadistes se considèrent avant tout comme des combattants et partout où ils disposent de moyens suffisants pour aller au-delà du seul terrorisme, ils cherchent à dépasser ce stade pour mener une guérilla.

D'aucuns ont même vu dans certaines organisations djihadistes territorialisées un nouveau type d'acteur : au lendemain des attentats du 13 novembre 2015, le ministre de la défense Jean-Yves le Drian a ainsi qualifié Daech « d'ennemi hybride⁸⁶ » avant de parler ensuite « d'armée terroriste⁸⁷ ». Si cette expression est restée propre à la France, celle d'adversaire hybride est couverte par une importante littérature renvoyant à un ensemble plus ou moins flou de capacités et d'approches stratégiques⁸⁸. Le concept initial, élaboré par Frank Hoffman, visait à décloisonner les catégories d'adversaires déclinées par le Pentagone (conventionnel, irrégulier, disruptif, etc.). Dans la pratique, le concept a rapidement trouvé une incarnation dans les moyens et modes d'action démontrés par le Hezbollah dans sa guerre contre Israël en 2006. L'idée était alors qu'il existait des acteurs irréguliers en possession de certaines capacités demeurées jusqu'alors le monopole d'États (défense sol-air, missiles antichars, drones, etc.) tout en continuant à bénéficier des avantages de l'irrégularité (fugacité tactique, asymétrie morale, soutien populaire).

83. F. Flade, « The June 2018 Cologne Ricin Plot: A New Threshold in Jihadi Bio Terror », *CTC Sentinel*, vol. 11, n° 7, août 2018.

84. G. Chaliand, *Terrorismes et Guérillas*, Paris, Flammarion, 1992.

85. Protocole additionnel aux conventions de Genève.

86. J.-Y. Le Drian, « L'objectif, c'est d'anéantir l'État islamique globalement », *Le Monde*, 23 novembre 2015.

87. J.-Y. Le Drian, *Qui est l'ennemi ?*, Paris, Le Cerf, 2016.

88. É. Tenenbaum, « Le piège de la guerre hybride », *Focus stratégique*, n° 63, octobre 2015.

Ces dernières années ont démontré que le Hezbollah n'était plus le seul exemple. Avec la montée en puissance de l'État islamique au Levant mais aussi de groupes comme Hayat Tahrir al-Sham, la mouvance djihadiste a démontré sa capacité à recourir non seulement à des tactiques de guérilla avancées, mais aussi à développer des capacités hybrides. On pourra dresser ici une liste non limitative de capacités et de tactiques irrégulières ou hybrides dont certaines ont déjà été rencontrées par les armées françaises au Levant, et qui pourraient se retrouver demain sur d'autres théâtres.

- Il convient en premier lieu d'évoquer les tactiques classiques de guérilla comme le harcèlement contre les forces de sécurité, notamment les convois de ravitaillement et les patrouilles isolées par le biais d'embuscades, éventuellement préparées au moyen d'IED en bord de route, et suivies d'un retrait tactique après avoir causé un maximum de pertes (*hit and run*). Ces tactiques, pratiquées de l'Afghanistan au Sahel ont un effet dévastateur sur le moral des forces, les acculant à une posture réactive, subissant le tempo adverse, et créant une incertitude permanente sur tous les déplacements.

Dans la défense ou l'expansion des espaces passés sous son contrôle, Daech a démontré plusieurs capacités tactiques :

- Sur un plan défensif, les djihadistes de Daech se sont montrés, lors des batailles de Falloujah, Ramadi et Mossoul, particulièrement innovants en matière d'interdiction, poussant à l'extrême la pratique des IED, en piégeant le sol « jusqu'à l'absurde⁸⁹ ». Même si chaque dispositif est artisanal et de qualité médiocre, l'effet de saturation est redoutable en faisant reposer la progression des troupes sur la présence d'équipes de déminage (EOD) en nombre réduit. Véritable goulet d'étranglement, ces dernières deviennent alors la cible privilégiée des tireurs embusqués qui peuvent ainsi ralentir encore davantage la progression adverse.
- Le combat sous-terrain est un autre aspect frappant des opérations défensives de Daech au Levant. Bien connus des guérillas comme le Viêt-Công, les complexes de caves et de tunnels ont été particulièrement bien exploités par le Hezbollah durant la guerre de 2006, bientôt imité par le Hamas à Gaza. On les a retrouvés chez Daech lors des batailles de Ramadi, Falloujah et Mossoul. Si le forage et l'entretien de galeries ou de bunkers dissimulés demandent un certain degré de contrôle du terrain et de réelles ressources humaines et techniques, ils offrent une couverture sans équivalent contre la puissance aérienne – aussi bien face aux moyens ISR (Intelligence, Surveillance, Reconnaissance) qu'aux frappes. En combat urbain rapproché ils permettent aussi de contourner

89. L. Imbert, « Entre les mines, la marche sur Falloujah », *Le Monde*, 9 juin 2016.

l'adversaire et de provoquer la surprise en le prenant de revers. Une autre méthode pour se soustraire aux moyens ISR occidentaux – et déjà en partie observé au Levant – serait le recours à des procédés de brouillage électronique des signaux GPS ou des communications militaires.

- Sur un plan plus offensif, les djihadistes ont aussi démontré leur savoir-faire tactique en matière de « combats interarmes improvisés », utilisant par exemple des VBIED lancés à vive allure (et éventuellement blindés par des moyens de fortune) comme vecteurs de bréchage, suivis d'un assaut d'infanterie (*inghimasi*), le tout soutenu par de l'artillerie légère – mortier pour l'essentiel. Pour briser de tels véhicules remplis d'explosifs, les forces kurdes irakiennes ont dû recourir à des missiles antichars MILAN fournis par l'Allemagne⁹⁰.
- Daech, mais aussi d'autres groupes djihadistes comme Jabhat al-Nosra ou encore des organisations chiites comme le Hezbollah libanais ou les Houthis au Yémen ont par ailleurs investi dans des capacités de missiles tactiques courte portée antichars, anti-aériens et, dans le cas du Hezbollah, antinavires. La banalisation de ces capacités de niche est rendue possible par des acteurs participant à la prolifération conventionnelle (Russie, Chine, Turquie, Iran, etc.) : elle participe fortement des dynamiques de « durcissement » et de « fin du confort opératif » identifiées dans le document *Action Terrestre Future*⁹¹.
- Une autre gamme de capacités nivelantes est l'acquisition et la mise en œuvre par des organisations djihadistes de moyens ISR. L'usage de drones par Daech et Jabhat al-Nosra, et avant eux par le Hezbollah et le Hamas, a été largement documenté. Il s'agit pour l'essentiel de produits disponibles dans le commerce, transformés dans des ateliers *ad hoc* de l'organisation, et employés par les djihadistes à des fins de renseignement tactique, mais aussi de frappes explosives⁹². Deux membres des forces spéciales françaises y ont été confrontés au prix de graves blessures. Les données satellitaires librement disponibles en ligne constituent une autre capacité ISR bien exploitée par les djihadistes sur les théâtres récents. Des outils gratuits tels que Google Earth offrent ainsi des informations cartographiques qui n'étaient, il y a vingt ans, à la portée que d'un nombre réduit de pays.
- Il convient enfin de citer les capacités de frappes à distance sous la forme de systèmes de roquettes, artillerie, mortiers et missiles, éventuellement guidés (G-RAMM) par des systèmes plus ou moins précis, entre autres

90. M. F. Cancian, « Tactics, Techniques and Procedures of the Islamic State », *op. cit.*

91. *Action Terrestre Future*, Paris, État-major de l'armée de Terre, septembre 2016.

92. D. Ressler, « Remotely Piloted Innovation: Terrorism, Drones and Supportive Technology », *CTC Sentinel*, octobre 2016.

grâce aux moyens ISR précédemment évoqués. Cette catégorie couvre une vaste gamme de capacités, allant du harcèlement de bases aériennes (à la manière dont les Talibans l'ont pratiqué aux alentours de Bagram en Afghanistan) à de véritables campagnes de frappes à l'instar de celles du Hezbollah et du Hamas contre Israël. Elle peut même inclure des capacités balistiques de courte ou moyenne portée à l'instar des tirs de missiles SCUD par les milices houthies sur Riyad en 2016 et 2017.

Conclusion

À la fin de l'année 2018, un des principaux *think tanks* américains, le Center for Strategic and International Studies, a publié un rapport sur l'évolution de la menace djihadiste depuis les attentats du 11 septembre 2001⁹³. La conclusion est inquiétante : il y aurait aujourd'hui entre 100 000 et 230 000 combattants djihadistes, soit le niveau le plus élevé depuis 40 ans. L'estimation haute représenterait une augmentation de 270 % par rapport à 2001. Ces djihadistes opéreraient dans des groupes de plus en plus nombreux : il y aurait aujourd'hui 67 organisations salafite-djihadistes, soit près de trois fois plus qu'en 2001. Plusieurs pays compteraient plus de 5 000 combattants djihadistes sur leur sol : Syrie, Afghanistan, Pakistan, Irak, Libye, Somalie et Nigeria. Ces chiffres ont suscité des réactions contrastées parmi les experts du terrorisme. Ainsi, Sam Heller, analyste pour l'International Crisis Group, a accusé les auteurs du rapport d'amplifier la menace⁹⁴. Il leur a plus spécifiquement reproché d'inclure des groupes aux objectifs locaux – distincts du djihadisme transnational de Daech ou al-Qaïda – comme Ahrar al-Sham ou les Talibans.

Si l'ampleur de l'augmentation du nombre de djihadistes depuis vingt ans est difficile à apprécier, la tendance à la hausse est en revanche incontestable. Elle est d'autant plus notable que les djihadistes ont subi une forte attrition dans les conflits où ils ont été engagés⁹⁵. Un raisonnement simpliste pourrait conduire à tirer la conclusion que la « guerre contre le terrorisme » a échoué et que les interventions militaires occidentales ne font qu'empirer la situation. Les causes de la résilience et de la capacité de régénération de la mouvance djihadiste sont en réalité multiples, comme nous l'avons vu dans cette étude.

La lutte contre le djihadisme promet d'être longue. Les armées et les forces de sécurité auront un rôle important à jouer face à cette menace mais le traitement des « causes profondes » du terrorisme implique bien d'autres acteurs que les militaires. Ce constat a déjà été fait au début des années 2000⁹⁶ et a été suivi de mesures concrètes. Sur les théâtres extérieurs, cela s'est traduit

93. S. G. Jones, C. Vallee, D. Newlee, N. Harrington, C. Sharb et H. Byrne, *The Evolution of the Salafi-Jihadist Threat*, Center for Strategic and International Studies, 2018.

94. S. Heller, « Rightsizing the Transnational Threat », International Crisis Group, Commentary, *Jihad in Modern Conflict*, 12 décembre 2018.

95. C. Woody, « US Special Operations Command Chief Claims 60,000 to 70,000 ISIS Fighters Have Been Killed », *Business Insider*, 24 juillet 2017.

96. T. Bjorgo (dir.), *Root Causes of Terrorism: Myths, Reality and Ways Forward*, Londres, Routledge, 2004.

par la promotion de l'« approche globale » mobilisant acteurs civils et militaires. Sur le front intérieur, des plans de prévention de la radicalisation impliquant des pans variés de la société ont été mis en œuvre. Pourtant, le djihadisme a continué à prospérer. Les fatalistes diront sans doute que l'ingénierie politique et sociale a ses limites et que certaines causes du terrorisme ne peuvent être traitées. Mais le fatalisme peut conduire à une inaction dont certaines expériences passées ont démontré la dangerosité.

À Jean Hyppolite qui voulait se retirer des affaires du monde pour éviter les conflits, Julien Freund avait lancé : « Du moment que nous ne voulons pas d'ennemis, nous n'en aurons pas, raisonnez-vous. Or c'est l'ennemi qui vous désigne. [...] Du moment qu'il veut que vous soyez son ennemi, vous l'êtes. Et il vous empêchera même de cultiver votre jardin.⁹⁷ » Si la clé de la lutte contre le djihadisme n'a pas encore été trouvée, il ne fait en revanche aucun doute que les djihadistes nous ont désignés comme leur ennemi et qu'ils n'ont aucune intention de nous laisser cultiver notre jardin.

97. L'échange entre Jean Hyppolite et Julien Freund est rapporté par P.-A. Taguieff, *Julien Freund. Au cœur du politique*, Paris, La Table Ronde, 2008.



ifri

institut français
des relations
internationales